



Le récent atelier du CTA sur « la mise en œuvre de solutions intelligentes face au climat pour l'agriculture de nouvelle génération dans les pays ACP » a identifié quatre défis fondamentaux à relever : renforcer l'adoption d'interventions et de solutions, démontrer de manière plus convaincante aux agriculteurs les avantages des interventions climato-intelligentes, promouvoir des cadres et processus politiques appropriés, améliorer l'information, la communication et le feedback pour encourager la sensibilisation des acteurs et leur implication dans les interventions. Les interventions efficaces étaient axées sur cinq priorités : étoffer les données probantes, développer des cadres politiques favorables, renforcer les institutions, mettre au point des options de financement alternatives et donner la priorité aux interventions centrées sur l'exploitation agricole.

Ce document, rédigé par Una May Gordon, Thomas Were et Oluyede Ajayi, s'appuie sur trois études de cas pour montrer comment le secteur privé contribue à la conceptualisation, la conception, la réalisation et l'évaluation d'interventions d'agriculture intelligente face au climat (AIC) et comment il peut faciliter la diffusion de ces interventions à plus grande échelle. La participation du secteur privé aux interventions AIC améliore la faisabilité – et la durabilité – des interventions, augmente le taux d'adoption et apporte un triple avantage tant aux donateurs qu'aux bénéficiaires et au secteur privé. Les auteurs insistent sur le fait que les acteurs du secteur privé sont plus susceptibles de collaborer à la diffusion de l'AIC lorsqu'on leur présente des arguments commerciaux convaincants pouvant les inciter à investir.

L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est une approche qui aide les gestionnaires de systèmes agricoles à réagir efficacement au changement climatique. L'AIC poursuit un triple objectif : une augmentation durable de la productivité et des revenus, l'adaptation au changement climatique et, dans la mesure du possible, la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

De nombreuses initiatives et interventions ont été testées mais peu ont été menées au-delà de la phase pilote. Une des raisons est l'absence d'exemples commerciaux solides justifiant ces interventions. Ceci s'explique entre autres par le fait que les partenaires du secteur privé participent rarement à la conceptualisation et à la conception. Bien souvent, le secteur privé n'est invité à s'associer au processus que lors de la phase de mise en œuvre.

Le secteur privé a pourtant de nombreux atouts à offrir lors des phases de conception et de mise en œuvre des programmes, notamment la rigueur apportée à l'identification des caractéristiques essentielles du « marché » et ses connaissances sur la meilleure façon d'atteindre celui-ci. Le secteur privé a aussi l'habitude d'assurer le suivi et les évaluations. En effet, s'il néglige ces deux activités, il met en danger son existence même.

Ce document se base sur trois projets très différents menés en Afrique de l'Est, en Afrique australe et dans les Caraïbes afin de montrer l'efficacité des approches qui associent le secteur privé de la conceptualisation à l'évaluation en passant par la réalisation. Il s'agit des projets « Small Farmers Agrotourism Linkage » en Jamaïque, « CLI-MARK » au Kenya et en Éthiopie et un projet de diffusion de l'AIC en Afrique australe.

“L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est une approche qui aide les gestionnaires de systèmes agricoles à réagir efficacement au changement climatique.”



De la conceptualisation à la conception et la réalisation

Le secteur privé peut fournir des données mises à jour sur l'offre et la demande du marché pouvant documenter les interventions et justifier l'adoption de l'AIC. Les acteurs du secteur privé sont aussi bien placés pour identifier les composantes telles que les technologies de l'information et de la communication (TIC), le financement, les semences améliorées et pour analyser les capacités des acteurs de la chaîne de valeur dont dépendra la réussite de l'intervention. La participation des acteurs du secteur privé aux phases de conceptualisation et de conception aide tous les intervenants à mieux comprendre les défis à relever et les opportunités à saisir, permet de définir clairement les priorités des actions et interventions et de déployer des solutions réalisables et durables. D'où des solutions avec des avantages bénéficiant tant aux agriculteurs qu'au secteur privé et aux organisations de développement, y compris le gouvernement. Leur adoption s'en trouve dès lors facilitée.

Les trois projets illustrent bien cette approche. Le projet jamaïcain axé sur l'agrotourisme a ainsi réuni tous les partenaires lors de la phase de planification : le secteur privé (Sandals Hotels), les producteurs (groupes de petits exploitants agricoles), le secteur public (l'Autorité de développement agricole et rural) et un organisme de développement (l'Institut



interaméricain de coopération pour l'agriculture). L'idée était d'identifier ensemble la nature et la portée du marché, les capacités des agriculteurs à satisfaire la demande du secteur hôtelier et les défis auxquels ils font face. Une fois les défis et les priorités de chaque partenaire déterminés, la phase de conception proprement dite a démarré. Des activités répondant aux besoins de l'ensemble des partenaires ont été identifiées et les modalités de mise en œuvre définies.

Small Farmers Agro-tourism linkage : associer les petits exploitants au secteur de l'agrotourisme

Ce projet a été développé après avoir observé que l'industrie hôtelière jamaïcaine représente un vaste marché en plein essor pour les produits alimentaires mais que les petits exploitants ne peuvent satisfaire cette demande car leur production et leur productivité sont affectées par les effets négatifs des conditions météorologiques et des événements climatiques.

Le projet initial a été mis en œuvre par quatre partenaires : des groupes de petits exploitants agricoles, la chaîne hôtelière Sandals, l'Autorité de développement agricole et rural et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. L'objectif principal était d'appuyer la transformation des systèmes de production agricole afin d'accroître la productivité des exploitations tout en garantissant aux petits producteurs la possibilité de commercialiser leurs produits, selon des modalités bien établies. Il garantissait aussi à la chaîne hôtelière un approvisionnement structuré et traçable des produits agricoles.



L'implication et la contribution du secteur privé ont aidé les agriculteurs à mieux identifier les facteurs de production (terres et eau) affectés par les événements météorologiques et climatiques. Les agriculteurs ont pu ainsi modifier leurs systèmes de production pour les rendre plus résistants au climat. L'efficacité des cycles de planification et de livraison des produits a été améliorée, ce qui a limité les pertes de production.

Au Kenya, le projet CLI-MARK a associé des partenaires du secteur privé (un opérateur de télécommunications, un service d'information météorologique et des compagnies d'assurances) et des éleveurs nomades au développement d'un service aidant les communautés pastorales à faire face à l'augmentation de la variabilité du climat et de la volatilité des marchés. Les entreprises privées, associées au projet dès son lancement, ont été invitées à conceptualiser les solutions et à définir les caractéristiques de la clientèle-cible. CLI-MARK a ainsi pu développer une application de téléphonie mobile – myAnga (« mon temps » en kiswahili), qui fournit des informations météorologiques locales et des conseils agricoles adaptés aux besoins de la communauté pastorale. L'application, disponible gratuitement sur Google Play Store, commence à susciter l'intérêt des éleveurs nomades et d'autres acteurs impliqués dans la gestion de la sécheresse, notamment le gouvernement kenyan et des partenaires du développement.

La compagnie d'assurances Oromia a apporté au projet son expérience dans le développement de matériel pédagogique pour applications mobiles adapté aux

Le projet CLI-MARK

Le projet CLI-MARK – Améliorer la réaction des marchés pour renforcer la résilience de la filière de l'élevage en Afrique de l'Est – aide les éleveurs nomades à mieux se préparer aux risques climatiques et à les atténuer. Ceux-ci voient en effet souvent leurs moyens de subsistance menacés ou disparaître en raison de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses dues au changement climatique. Les interventions incluent la fourniture de services de météo-conseil améliorés, associés à une assurance-bétail indiciaire qui sert de « filet de sécurité ».

Une entreprise de télécommunications (Amfratech), une société spécialisée dans la fourniture d'informations météorologiques aux agriculteurs (aWhere) et des compagnies d'assurances basées en Éthiopie et au Kenya (Oromia et Takaful) étaient les partenaires du secteur privé associés au projet.

Le projet a conçu deux produits : une application de téléphonie mobile, myAnga (« mon temps » en kiswahili), qui fournit des informations et conseils météorologiques ciblés aux éleveurs, et une assurance-bétail indiciaire qui indemnise les assurés en cas de sécheresse ou d'inondations.

“Les entreprises privées, associées au projet dès son lancement, ont été invitées à conceptualiser les solutions et à définir les caractéristiques de la clientèle-cible.”

Diffusion à grande échelle de l'AIC en Afrique australe

L'Afrique australe est une région qui devrait être touchée de plein fouet par le changement climatique dans un avenir proche. Ce projet, appuyé par le CTA, fait bénéficier 140 000 petits exploitants agricoles de trois pays de la région – le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe – de services et solutions AIC pour les aider à renforcer leur résilience. Ces services et solutions incluent un forfait comprenant des informations météorologiques et conseils agricoles transmis par les TIC, une assurance agricole et bétail basée sur des indices climatiques, la fourniture de semences résistantes à la sécheresse et d'autres intrants.

caractéristiques socio-culturelles des communautés éthiopiennes locales. Oromia s'est concentrée sur la sensibilisation au changement climatique et ses impacts sur les moyens de subsistance, ainsi que sur la promotion de l'assurance-bétail indicelle (IBLI), une solution qui permet de protéger ces communautés contre le changement

“L'Afrique australe est une région qui devrait être touchée de plein fouet par le changement climatique dans un avenir proche.”

climatique. Au Kenya, le projet a aussi bénéficié de l'expérience de la compagnie d'assurances Takaful, qui a développé un modèle unique pour promouvoir, faire accepter et adopter l'assurance-bétail indicelle. Les agents sont ici des sociétés coopératives, des négociants en bétail, des vétérinaires de village, des groupes de femmes, des agents de vulgarisation, des groupes de jeunes et des commerçants. Ce modèle a permis de concevoir des produits d'assurance adaptés aux besoins et à la situation des communautés pastorales qui sont censées en profiter, ce qui a accéléré l'adoption de l'IBLI.

En Afrique australe, le CTA coopère avec un consortium de partenaires du secteur privé (sociétés de télécommunications, compagnies d'assurances, entreprises semencières), des agences gouvernementales (services



de vulgarisation, de gestion du changement climatique et de météorologie), des organisations de producteurs (Union nationale des agriculteurs du Zimbabwe, Association des petits exploitants du Malawi, Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe), des centres de connaissances sur le changement climatique (sociétés de données météorologiques, universités) et des organismes de développement (Musika Development Initiative) qui, ensemble, examinent des pistes pour promouvoir une agriculture plus résiliente au climat dans la région. Le CTA a lancé les consultations en optant pour une série de propositions servant de points de départ aux discussions plutôt que d'imposer un plan définitif. Ce processus a permis aux partenaires de comprendre comment ils pourraient exploiter leurs propres investissements et réaliser des économies d'échelle tout en appuyant l'AIC.

Pour promouvoir la diffusion de l'AIC au Zimbabwe, le CTA travaille en partenariat avec l'Union nationale des agriculteurs du Zimbabwe (ZFU), qui regroupe environ un million d'agriculteurs, et une entreprise de télécommunications, Econet Wireless. Le CTA s'appuie ici sur un partenariat conclu en 2015 entre la ZFU et Econet. Durant la phase initiale du partenariat, la ZFU a offert aux agriculteurs des services et des informations via le réseau mobile et l'internet, fournis à tarif réduit par Econet. Mi-2017, 39 000 agriculteurs bénéficiaient de ces services, commercialisés sous le nom « ZFU EcoFarmer Combo ». Ce forfait regroupait alors des conseils agricoles, une assurance basée sur un indice climatique et une assurance obsèques. Par la participation du CTA, le partenariat bilatéral propose désormais un forfait élargi de services au prix de l'abonnement initial, soit 1 dollar/mois. Il inclut l'ensemble des services du forfait de base, auquel s'ajoute la fourniture d'informations météorologiques supplémentaires en temps réel par satellite, ce qui améliore la portée et la précision des informations météo fournies par les stations locales du forfait EcoFarmer initial. Ce nouveau forfait inclut aussi des informations sur les semences de maïs tolérantes à la sécheresse et des services de conseil agricole et d'élevage, accessibles gratuitement depuis le portable. L'initiative s'emploie à présent à fournir aux agriculteurs des semences résistantes à la sécheresse ainsi que des informations climatiques transmises par les TIC – des services appuyés par une assurance indicelle servant de filet de sécurité. Elle entend aussi diversifier les moyens d'existence en encourageant l'intégration de l'élevage à l'agriculture et encourager un engagement politique de tous les acteurs concernés.

Ces trois projets le montrent : en participant à toutes les phases du développement du projet, le secteur privé est désormais au cœur de la mise en œuvre des interventions AIC. L'une de ses principales forces est de pouvoir intégrer des technologies de pointe, ce qu'il fait généralement en utilisant ses propres technologies ou en recherchant des technologies émergentes susceptibles de faciliter et d'améliorer la mise en œuvre et l'efficacité des interventions. Par exemple,



“L’une des principales forces du secteur privé est de pouvoir intégrer des technologies de pointe.”



“Même s’il n’est pas toujours facile de rapprocher des cultures souvent très différentes – secteur public, acteurs privés et organismes de développement –, l’expérience tirée de ces projets montre qu’il s’agit là d’un investissement qui en vaut la peine.”

l’application mobile myAnga, développée pour le projet CLI-MARK par les partenaires du secteur privé, associe ainsi TIC innovantes et technologies de télécommunications (SMS). Elle intègre un système de suivi qui enregistre le nombre d’utilisateurs et la fréquence d’utilisation de l’application. Ces analyses et l’analyse d’autres données de veille peuvent être facilement utilisées pour le suivi et l’évaluation.

Conclusions

Les trois études de cas montrent comment la participation du secteur privé à la conceptualisation, la conception et la mise en œuvre des interventions AIC améliore la faisabilité – et la durabilité – des interventions, augmente le taux d’adoption et apporte des

avantages aux trois intervenants (donateurs, bénéficiaires et secteur privé). Même s’il n’est pas toujours facile de rapprocher des cultures souvent très différentes – secteur public, acteurs privés et organismes de développement –, l’expérience tirée de ces projets montre qu’il s’agit là d’un investissement qui en vaut la peine.

Il faut souligner qu’au-delà de l’aspect de persuasion morale, les intervenants du secteur privé seront plus enthousiastes à l’idée de diffuser à grande échelle les interventions AIC lorsqu’on leur présente des arguments commerciaux convaincants qui les incitent à investir. Il est important, lors du lancement des interventions, de les sensibiliser à la taille actuelle et potentielle des marchés et aux rendements potentiels à court terme.

Cet article a été rédigé dans le cadre d'une initiative menée par le CTA visant à documenter et à partager les connaissances pratiques sur des approches agricoles efficaces pour l'agriculture des pays ACP. Il rassemble les connaissances, les enseignements et les expériences pratiques afin d'orienter la mise en œuvre de projets axés sur l'agriculture pour le développement.

Dans une série de vidéos, les participants donnent leur point de vue sur les questions abordées pendant l'atelier.

Voir : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLv8yRTnf9h7hM3CD0gtgJatMrw56sKFri>

Les produits de l'atelier peuvent être consultés et téléchargés à l'adresse suivante : <https://cgispace.cgiar.org/handle/10568/97710>

Auteurs

Una May Gordon est directrice principale du département Changement climatique au ministère de la Croissance économique et de la création d'emplois du gouvernement jamaïcain. Avant cela, elle a travaillé à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture en tant que spécialiste régionale de l'agrobusiness et ensuite comme représentante dans les États des Caraïbes orientales.

Thomas O. Were est conseiller et responsable de projet auprès du CTA. Il est en charge d'un projet visant à améliorer la réaction du marché à la résilience au changement climatique dans la chaîne de valeur du bétail en Afrique de l'Est. Avant cela, il a travaillé pour la SNV, organisation néerlandaise de développement, au Kenya et en Zambie et pour le bureau de la FAO au Kenya comme conseiller « agrobusiness et chaînes de valeur ».

Oluyede Ajayi est coordinateur senior du programme du CTA pour l'agriculture et le changement climatique. Avant de rejoindre le CTA, il a été en charge de la recherche et du développement de l'AIC dans trois centres CGIAR et a ainsi travaillé dans plusieurs régions d'Afrique et d'Asie.

Crédits photos

Pages 1, 2, 3, 4, 5 : CTA / Charlie Pye-Smith

Pages 6, 7 : Dr Peter Setimela

À propos de la collection

Les Technical Briefs du CTA documentent l'expérience et l'apprentissage sur des sujets d'actualité intéressant la communauté de développement agricole ACP. Ils sont conçus comme un guide pratique pour les personnes professionnellement concernées ou fortement intéressées par le sujet.

Centre technique de coopération agricole et rurale

B.P. 380 – 6700 AJ Wageningen – Pays-Bas

Tél. : +31 (0) 317 467 100 | Courriel : cta@cta.int | www.cta.int

Ce travail a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Toutefois, il reste sous la seule responsabilité de son (ses) auteur(s) et ne reflète jamais les opinions ou les déclarations du CTA ou de ses coéditeurs ou de l'Union européenne ni l'opinion d'un pays ou d'un État membre. L'utilisateur devrait faire sa propre évaluation quant à la pertinence de toute déclaration, argumentation, technique expérimentale ou méthode décrite dans ce travail.

Ce travail est la propriété intellectuelle exclusive du CTA et de ses coéditeurs, et ne peut pas être commercialement exploité. Le CTA encourage sa diffusion à des fins d'étude privée, de recherche, d'enseignement ou autres fins non commerciales, à condition que la reconnaissance appropriée soit faite :

– du droit d'auteur du CTA et du financement de l'Union Européenne en incluant le nom de l'auteur, le titre du travail et l'avis suivant "© CTA 2019 sur financement de l'Union Européenne",

– et que les opinions et déclarations exprimées sont de la seule responsabilité des auteurs, et aucunement celles du CTA ou de ses coéditeurs, ni de l'Union Européenne, en insérant la clause "disclaimer" standard du CTA.

